

ONU-Election

Le Portugais Guterres en voie de devenir le nouveau chef de l'ONU

AFP
(NATIONS UNIES/États-Unis)

L'ex-Premier ministre portugais Antonio Guterres pourrait être élu dès jeudi successeur de Ban Ki-moon comme secrétaire général de l'ONU, après un vote informel mercredi du Conseil de sécurité. L'ambassadeur russe Vitali Tchourkine, qui dirige le Conseil de sécurité en ce mois d'octobre, a déclaré à des journalistes à l'issue du vote que M. Guterres était "clairement le favori". Le diplomate russe a annoncé un vote formel du Conseil jeudi pour confirmer le choix de ce candidat, précisant que la sélection devrait se faire "par acclamations". Durant le scrutin de mercredi, les cinq membres permanents du Conseil - Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni et Russie -, qui disposent d'un droit de veto, ont voté avec des bulletins de couleur différente des dix autres membres. Dans les scrutins précédents tous les membres du Conseil, permanents et non permanents, disposaient des mêmes bulletins. Il a donc été possible de voir pour la première fois mercredi si l'un des cinq membres permanents envisageait de bloquer la candidature de

M. Guterres. Le Portugais avait terminé en tête des cinq scrutins préliminaires déjà effectués. Aux deux tours précédents, 12 des 15 pays membres l'avaient "encouragé", deux l'avaient "découragé", émettant donc un vote défavorable, et un dernier était "sans opinion". **•'HOMME D'ACTION'** Le vote de mercredi a permis de voir que quatre des grandes puissances avaient émis un vote favorable, et l'une d'entre elles a remis un vote "sans opinion". Mais aucun des cinq membres permanents n'a bloqué M. Guterres. Celui-ci a même fait mieux qu'aux précédents scrutins, obtenant cette fois 13 votes favorables. "C'est une excellente nouvelle, sur la méthode et sur le fond, pour les Nations unies", a souligné l'ambassadeur français, François Delattre. Son collègue britannique Matthew Rycroft a estimé que M. Guterres ferait "un secrétaire général très fort, très efficace", l'ambassadrice américaine Samantha Power mettant en avant l'expérience et la vision du diplomate portugais. Celui-ci a occupé la fonction de Premier ministre du Portugal entre 1995 et 2002. Il va d'ailleurs devenir le premier secrétaire général à avoir été chef d'un gouvernement auparavant. Plus



Photo: AFP

Le portugais Guterres sur le point de succéder à Ban Ki-moon

sieurs anciens ministres des Affaires étrangères ont occupé ce poste. Ce polyglotte âgé de 67 ans, qui parle couramment français, a aussi été le chef du Haut commissariat pour les réfugiés (UNHCR) durant 10 ans. Ingénieur de formation, fervent catholique, le socialiste se décrit lui-même comme un homme d'action et s'est battu sans relâche durant une décennie pour les droits des migrants, de 2005 à 2015. Durant ses deux mandats à la tête du HCR, il avait également réussi à réformer la structure interne de l'institution, améliorant son efficacité en permettant le déploiement de davantage de personnels sur les points chauds. "La meilleure personne pour ce

poste a été sélectionnée et c'est très bien pour le monde, c'est très bien pour les Nations unies, c'est très bien pour le Portugal", s'est réjoui le président portugais Marcelo Rebelo de Sousa, estimant que M. Guterres était un homme "exceptionnel". **•REVERS BULGARE** Dix candidats étaient en lice pour succéder au sud-coréen Ban Ki-moon, qui a effectué deux mandats de cinq ans. Après approbation par le Conseil de sécurité, le candidat retenu doit également recueillir le vote favorable de l'Assemblée générale de l'ONU avant de prendre ses fonctions le 1er janvier. S'il est élu, Antonio Guterres ferait mentir les observateurs qui anticipaient il y a quelques mois la nomination d'un

secrétaire général issu d'un pays d'Europe de l'Est, seule région à ne pas avoir encore obtenu ce poste. Au dernier moment, la Bulgarie a changé de candidat en mettant en avant la semaine dernière Kristalina Georgieva. Mais la commissaire européenne au Budget et ancienne vice-présidente de la Banque mondiale n'a pas convaincu, recueillant huit votes négatifs, dont deux de membres permanents. Le gouvernement bulgare s'est abstenu à ce stade de tout commentaire. "L'échec des deux candidatures bulgares constitue l'échec le plus retentissant de la politique étrangère bulgare" depuis la fin du communisme, a jugé Solomon Passi, ex-ministre bulgare des Affaires étrangères. Parmi les autres candidats à l'ONU, l'Argentine Susana Malcorra a reçu un vote négatif venant d'une grande puissance. La Bulgare Irina Bokova en a reçu deux, tout comme le Slovaque Miroslav Lajcak. La Néo-Zélandaise Helen Clark, le Serbe Vuk Jeremic, le Macédonien Srgjan Kerim et la Moldave Natalia Gherman en ont reçu trois chacun. Enfin, le Slovène Danilo Turk en a reçu quatre. C'est la première fois qu'un secrétaire général de l'ONU est choisi avec un processus si transparent.

GUINÉE EQUATORIALE-FRANCE-Procès

La CIJ examinera la demande de suspension des procédures engagées par Paris

AFP
(LA HAYE/Pays Bas)

La Cour internationale de Justice examinera à partir du 17 octobre la demande de la Guinée équatoriale de sommer Paris de suspendre les poursuites judiciaires à l'encontre du fils du président de ce pays d'Afrique centrale, a indiqué jeudi la CIJ. La plus haute instance judiciaire des Nations unies tiendra des audiences publiques "du lundi 17 au mercredi 19 octobre 2016, au Palais de la Paix", a annoncé la Cour dans un communiqué.

Ces audiences auront lieu à La Haye à quelques jours du procès devant le tribunal correctionnel de Paris où Teodorin Obiang a été assigné à comparaître le 24 octobre. Teodorin Obiang, qui est vice-président de son pays, est accusé par la justice française d'avoir pillé les caisses de l'Etat et d'avoir acheté des propriétés somptueuses dans les endroits les plus chers du monde. Il est soupçonné de s'être frauduleusement bâti en France un patrimoine de plusieurs dizaines de millions d'euros. Il a été renvoyé début septembre devant la justice pour blanchi-

ment d'abus de biens sociaux, détournement de fonds publics, abus de confiance et corruption, ouvrant la voie au premier procès français des "biens mal acquis". Soulignant "l'urgence de sa requête", Malabo avait demandé la semaine dernière à la CIJ, "dans l'attente de son arrêt au fond", de rendre une décision provisoire donnant ordre à Paris de suspendre les poursuites judiciaires envers Teodorin Obiang, dont le père Teodoro Obiang dirige le pays d'une main de fer depuis 1979. L'Etat africain, riche en pétrole, a également affirmé que

"l'imminence des poursuites pénales" contre Obiang en France "constituait une entrave à l'exercice de ses fonctions dans l'intérêt de son pays". Pour Malabo, la CIJ doit sommer la France de "s'abstenir de prendre toute décision pouvant être préjudiciable aux droits revendiqués par la Guinée équatoriale (...) ou pouvant compromettre l'application de toute décision émanant de la Cour". Malabo souhaite par ailleurs que l'hôtel particulier de l'avenue Foch "soit considéré comme les locaux de la mission diplomatique de la Guinée en

France". En 2012, ce bâtiment, situé dans le 16e arrondissement, l'un des quartiers les plus luxueux de Paris, avait été saisi sur ordre des juges d'instruction, de même que des voitures de luxe, des oeuvres d'art et des vins fins. En juin, la Guinée équatoriale avait déjà demandé à la Cour d'examiner le dossier, arguant qu'en dépit des décisions de justice rendues en France, Obiang bénéficiait de l'immunité diplomatique. Les deux Etats doivent déposer des pièces dans les délais fixés par la CIJ, en janvier et juillet 2017.

SUD-SOUDAN-Diplomatie-Conflit

La communauté internationale fustige l'appel à une nouvelle guerre

AFP
(NAIROBI/Kenya)

La communauté internationale, dont l'Union européenne et les États-Unis, a vivement condamné l'appel de l'ex-chef des rebelles du Soudan du Sud Riek Machar à déclencher une nouvelle guerre contre le gouvernement sud-soudanais. Fin septembre, Riek Machar, ancien vice-président sud-soudanais, avait annoncé son intention de "lancer une résistance populaire armée contre le régime autoritaire et fasciste du président Salva

Kiir afin d'apporter au pays la paix, la liberté, la démocratie et le règne de la loi". Il avait lancé cet appel depuis Khartoum (Soudan), où il vit en exil après des combats en juillet dans la capitale sud-soudanaise Juba, estimant que l'accord de paix obtenu grâce à la communauté internationale n'était plus valide. Dans un communiqué commun transmis jeudi à l'AFP, l'UE, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Norvège, et plusieurs pays voisins du Soudan du Sud (Soudan, Éthiopie, Kenya et Ouganda) ont condamné "les appels de leaders de l'opposition à une reprise du conflit armé".

"La poursuite du conflit ne résoudra pas les défis politique et économique urgents du pays. Cela ne fera qu'empirer la souffrance du peuple sud-soudanais, aggraver la crise humanitaire et exacerber les tensions ethniques", souligne le communiqué. "Nous sommes très inquiets des affrontements violents qui ont eu lieu dans le pays ces dernières semaines, notamment près de Yei, Wau, Bentiu et Nassir", ajoute le communiqué, dénonçant de graves violences perpétrées contre les civils. Le Soudan du Sud a proclamé son indépendance en juillet 2011. La guerre civile qui a éclaté en décembre

2013 a fait des dizaines de milliers de morts, déplacé 2,5 millions de civils et provoqué une grave crise humanitaire. Un accord de paix signé en août 2015 avaient fait naître de timides espoirs de pacification du pays, et fin avril 2016, M. Machar était revenu à Juba en tant que vice-président pour former un gouvernement d'union nationale avec le président Salva Kiir. Mais la capitale a été le théâtre de violents affrontements début juillet entre les forces de M. Kiir et celles de M. Machar, qui ont fait des centaines de morts et plus de 70.000 réfugiés. Les violences se poursuivent

dans plusieurs régions. Ainsi, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) s'est inquiété le 30 septembre de la situation d'environ 100.000 personnes "piégées" dans la localité de Yei (150 km au sud-ouest de Juba), qui est encerclée par les forces gouvernementales sud-soudanaises. L'ancien allié de Riek Machar, Taban Deng Gai, l'a remplacé en tant que vice-président du Soudan du Sud. On ignore pour le moment si les forces rebelles sur le terrain suivent M. Machar ou Taban Deng Gai.

L'Afrique en bref

•KENYA-SOMALIE-Troubles

Six personnes ont été tuées dans une attaque revendiquée par les islamistes somaliens shebab contre un complexe résidentiel de la ville de Mandera, dans le nord-est du Kenya, à moins d'un kilomètre de la frontière somalienne, ont indiqué jeudi les autorités locales. "Nous avons subi une nouvelle attaque à Mandera et malheureusement nous avons six morts" et un blessé grave, a indiqué le gouverneur Ali Roba dans un communiqué, assurant que le reste des 33 locataires de ce complexe, des employés du secteur du bâtiment, n'étant ni musulmans, ni ethniquement somaliens, ont été secourus. Dans un communiqué publié sur internet, les shebab, affiliés à Al-Qaïda, ont indiqué que l'attaque avait été "planifiée" et avait permis de "tuer des chrétiens".

•BENIN-Accident-Btp

Au moins trois personnes ont été tuées jeudi dans l'effondrement d'un immeuble en construction à Dégakon, un quartier populaire de la capitale économique béninoise Cotonou, ont indiqué les autorités locales. "C'est un chantier en construction et comme vous le constatez actuellement on est toujours en train de sortir des corps des décombres", a déclaré à l'AFP Arlette Saïzonou, chef du premier arrondissement de Cotonou.

A travers le monde

•CANADA-PHILIPPINES-Justice

Un Canadien a été condamné à la prison à vie aux Philippines pour la vente de 160 tablettes d'ecstasy, a déclaré jeudi la police, ajoutant que l'instruction rapide de cette affaire faisait partie de la guerre contre la drogue du président Rodrigo Duterte. Jeremy Eaton, 34 ans, arrêté en juin lors d'un raid dans le quartier financier de Makati, a également été condamné à payer une amende de 500.000 pesos (10.000 dollars) pour ces accusations qu'il récuse.

•ALLEMAGNE-Procès-Conflit

Un germano-turc de 23 ans a été condamné jeudi en Allemagne à six et neuf mois de prison pour avoir combattu dans les rangs du groupe Etat islamique (EI) en 2013 et 2014. Kerim Marc B. a été condamné par le tribunal de Düsseldorf (ouest) à six et neuf mois de prison, le tribunal considérant qu'il avait participé à des combats au sein du groupe Etat islamique (EI) en Syrie. Le jeune homme, qui avait pris pour nom de combattant "Abu Zulfikar", avait pour sa part reconnu avoir prêté allégeance au chef de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi, mais avait contesté avoir combattu.